

Print

Grèce: La nage en eaux troubles de Tsipras et Varoufakis

De [Bruno Adrie](#)

Global Research, juillet 26, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/grece-la-nage-en-eaux-troubles-de-tsipras-et-varoufakis/5464671>

En février 2013, Alexis Tsipras, le dirigeant de la Coalition de la gauche radicale grecque (Syriza), publiait un article dans le [Monde diplomatique](#) qui redonnait espoir à une population accablée par le chômage et les baisses de salaires, conséquences directes des réformes imposées par la Troïka. Il affirmait : « Les programmes de «sauvetage» des pays d'Europe du Sud ont échoué, creusant des puits sans fond qu'on invite les contribuables à tenter de remplir. » Evitant de s'opposer frontalement à ceux qui avaient mis le pays en coupe réglée, il les invitait au dialogue en vue de « Parvenir à une solution globale, collective et définitive du problème de la dette. » Ce dialogue devait, selon lui, prendre la forme d'une conférence européenne sur la dette, calquée sur « celle de Londres sur la dette allemande en 1953 (...) la seule solution

réaliste et bénéfique pour tous : une réponse globale à la crise du crédit et au constat de l'échec des politiques menées en Europe. » Il réclamait « une réduction de la valeur nominative de la dette cumulée », « un moratoire sur le service de la dette », « l'instauration d'une « clause de développement », afin que le remboursement de la dette ne tue pas dans l'œuf le redressement économique » ainsi que « la recapitalisation des banques, sans que les sommes en question soient comptabilisées dans la dette publique du pays. » Il proposait aussi de parvenir à la mise en place de « réformes visant à une plus juste répartition des richesses. » En disant cela, il remettait en cause les privilèges des classes dominantes grecques, de « l'oligarchie financière, cette poignée de chefs d'entreprise qui ont pris l'Etat en otage, d'armateurs solidaires entre eux (...) de patrons de presse et de banquiers touche-à-tout (et en faillite) qui portent la responsabilité de la crise », une classe favorisée par une politique fiscale très inégalitaire où depuis le début de la crise les impôts ont augmenté de 337% pour les pauvres et seulement de 9% pour les plus riches (Bourassi). Il dénonçait le fait que la Grèce était devenue une « colonie financière de la zone euro. »

Elu en janvier 2015, il prenait comme premier ministre l'économiste Yanis Varoufakis, qui quelque temps plus tard, expliquait devant le micro tendu par le journaliste britannique Paul Mason, que son projet était la destruction de l'édifice sur lequel l'oligarchie grecque avait bâti sa domination.

Au mois de juin dernier, si la Grèce décide d'honorer les quatre échéances à verser au FMI (total 1,6 milliards d'euros) elle se met en situation « de ne pas pouvoir payer salaires et retraites. » Face à Yanis Varoufakis, qui menace de faire défaut, le FMI regroupe et reporte les quatre échéances du mois en un seul paiement fixé au 30 juin (Godin). Alexis Tsipras compte sur le délai accordé pour renégocier les conditions de remboursement, mais il échoue devant la fermeté des créanciers de la zone euro. Pris dans une impasse, il annonce le 27 juin qu'un référendum sera organisé le 5 juillet pour demander aux Grecs s'ils acceptent de faire un pas de plus dans l'enfer de l'austérité. Contre l'avis des puissances d'argent qui font campagne pour que le oui sorte vainqueur, c'est le non qui gagne avec un vote massif de 62%. N'écoutant pas l'avis des économistes hétérodoxes qui pensent qu'une sortie de l'euro est la seule solution viable pour relancer l'économie grecque, Alexis Tsipras signe un troisième mémorandum qui oblige la Grèce à financer un « montage à la Ponzi par des mesures d'austérité qui garantissent avec certitude l'augmentation du poids de la dette grecque et l'incapacité future de rembourser cette dette. Immanquablement, il faudra proposer un quatrième plan qui augurera d'un cinquième... » (Godin)

En n'oubliant pas de s'excuser devant les marxistes du monde entier, lui qui ne l'est pas, Tsipras demande la démission de Yanis Varoufakis et le remplace par le millionnaire Euclide Tsakalotos. Dans la nuit du 15 au 16 juillet, pendant que des manifestants se font gazer sur la place Syntagma par une police garante de l'ordre favorable aux gens de bien, il fait passer un premier paquet de mesures en s'appuyant sur des forces politiques situées à droite de sa coalition et se débarrasse à l'issue du scrutin de 5 autres ministres « frondeurs. » Une semaine plus tard, dans la nuit du 22 au 23 juillet, « le parlement [adopte] deux lois très volumineuses dans le cadre d'une procédure qui ressemble aux années noires de la Troïka (2010-2014). Comme le dénonce la présidente du parlement grec, les députés ont reçu le texte d'une des deux lois dans la nuit du 20 au 21 juillet et ont dû se prononcer 24 heures plus tard sans possibilité de présenter des amendements. Il faut préciser que ce texte à prendre ou à laisser comportait 977 pages. » (Toussaint)

Cette pratique, qui consiste à accélérer le processus législatif, a pour conséquence de contourner, en le neutralisant, le processus démocratique jugé trop lent par les instances technocratiques, bancaires et financières. Pour Zoé Konstantopoulou, elle est une « attaque violente contre la Démocratie ». Elle a le mérite de démontrer les milieux d'affaires cherchent à exclure le peuple et ses représentants des prises de décisions qui les concernent. En appuyant sur le bouton « lecture rapide », en mettant à disposition pendant quelques heures un document beaucoup trop gros pour être lu et assimilé dans un laps de temps aussi court, les milieux d'affaires sont certains que le débat n'aura pas lieu.

Cette manœuvre a permis de faire passer, par exemple, « une réforme de la justice voulue par le gouvernement précédent et par les créanciers » et rejetée, en décembre 2014, « par les avocats de l'intégralité du pays » (Toussaint) ainsi qu'une modification « en faveur des banques [de] la législation sur les faillites des entreprises et sur les dettes des ménages. En cas de faillite d'une entreprise, les banques sont les premières à devoir être remboursées sur les actifs disponibles alors qu'auparavant les retraités et les salariés de l'entreprise étaient prioritaires. En ce qui concerne les dettes hypothécaires, les privilèges des banques à l'égard des ménages endettés sont renforcés de manière à ce qu'elles puissent procéder plus facilement à des expulsions et à la vente du bien immobilier » (Toussaint).

Sous Alexis Tsipras, venu au pouvoir porté par le peuple pour dire non à l'austérité, la Grèce est en train de devenir un paradis néolibéral. Le peuple est bâillonné, la démocratie abolie. Malgré « l'opposition de 31 députés de Syriza (dont la présidente du parlement), les textes ont été adoptés avec une majorité de 230 voix composée des députés de Syriza qui ont voté pour, ainsi que les députés des 4 partis de droites (Nouvelle Démocratie, Pasok, Grecs indépendants et To Potami). » (Toussaint)

Le but d'Alexis Tsipras est-il de sauver la Grèce ou de rester au pouvoir ? Pourquoi n'a-t-il pas démissionné ? L'opportuniste jetterait-il le masque ? Quant au député Varoufakis, qui s'était opposé à la première partie de l'accord le 15 juillet, il a cette fois voté oui.

Tsipras et Varoufakis ressemblent à deux généraux partis en guerre pour sauver leur ville d'un siège qui a trop duré. Du haut des murailles, la populace les voit s'éloigner. Elle prie les dieux pour qu'ils obtiennent la victoire. Ces deux braves soldats suscitent une admiration sans bornes. Mais ils reviennent vaincus, on les accueille, ils demandent pardon. Des mécontents veulent prendre les armes, continuer la lutte. Ils les emprisonnent. Puis ils ouvrent les portes de la ville, font signe à l'ennemi qui attend et organisent eux-mêmes le carnage afin de lui faciliter le travail. Avouez tout de même que ces gens-là nagent en eaux troubles.

Bruno Adrie

Sources :

Alexis Tsipras, « [Notre solution pour l'Europe](#) », *Le Monde diplomatique*, février 2013

Nabil Bourassi, « [La progressivité inversée des hausses d'impôts, l'autre drame des Grecs](#) », *La Tribune*, 21 mars 2015

Romarc Godin, « [La Grèce repousse ses paiements de juin au FMI à la fin du mois](#) », *La Tribune*, 4 juin 2015

Romarc Godin, « [Grèce, la vraie nature du troisième mémorandum](#) », *La Tribune*, 15 juillet 2015

Eric Toussaint, « [Post-scriptum : les conséquences de la capitulation](#) », CADTM , 24 juillet 2015

Zoé Konstantopoulou, « [Lettre de la Présidente du Parlement grec au Président de la République et au Premier ministre](#) », CADTM, 23 juillet 2015

Copyright © 2015 Global Research